



l'édito

d' **A**lain
Bergounioux

Républicains, vraiment...

Le choix, selon toute apparence, est fait. Pour aider à oublier le sigle UMP, désormais entaché de turpitude gênantes, Nicolas Sarkozy et son équipe revendiquent comme propriété, ce qui, en fait, est largement commun aux français, depuis 1945 (car, avant...), la République. Le tour de passe-passe se veut marquer au coin de l'habileté. Les autres mouvements politiques ne seraient pas, alors, vraiment républicains ! C'est une manière de théoriser ainsi la stratégie du « ni-ni », et de continuer à mettre, sur le même plan, les socialistes et les frontistes, au mépris des réalités.

Ce qui mérite, également, l'attention est la manière dont Nicolas Sarkozy définit ce qu'il entend par République. Son interview récente, dans le *Journal du Dimanche*, est explicite. Il y parle d'autorité, d'effort, de laïcité et, ajoute-t-il, « bien-sûr de liberté ». Il faut remarquer que la notion d'égalité est absente. Ce n'est pas étonnant quand on considère ce qui est annoncé comme programme économique et social où il s'agit d'ôter le maximum de garanties sociales. C'est, en fait, la philosophie du programme de 2012 qui est reprise. Avec deux cibles affichées, et martelées : « l'assistanat », d'une part, « l'islam », d'autre part. Cela revient à remettre en cause, fondamentalement, la valeur de solidarité, et la conception de la laïcité, telle qu'elle sous-tend les principes de la loi 1905, qui se veut avant tout protectrice des libertés de tous, pour les croyants, comme pour les incroyants. Ce n'est pas une République qui rassemble, comme le prétend Nicolas Sarkozy, qui est proposée, mais, hélas, une République qui divise et accentue les inégalités.

On voit bien pourquoi cela est fait. Il s'agit de continuer à tutoyer l'électorat du Front national pour l'amener à soutenir les candidats « républicains » au deuxième tour des élections à venir - tout en continuant à bénéficier des voix de l'électorat de la gauche face à des candidats du Front national. Ce qui est une constante, avec Nicolas Sarkozy, c'est l'instrumentalisation permanente des valeurs et des thèmes politiques. C'est le cas, aujourd'hui, avec la République. A nous, de montrer sans cesse, et avec force, le contenu réel du programme, qui est aux antipodes du projet historique de la République. Ce n'est pas avec les pères fondateurs de la III^e République qu'il renoue, les Ferry, les Gambetta, les Clémenceau, mais plutôt avec les Républicains américains, qui représentent ce que les droites mondiales ont de plus inégalitaires.

Le retour des méthodes de Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy s'est livré à une attaque en règle contre François Hollande et l'action de la gauche lors de sa récente interview du 12 avril du *Journal du Dimanche*. Il tente ainsi une posture de « monsieur loyal » qui fait fi de son passé – 7 ans, ministre et 5 ans, président de la République.

Un ancien président qui a beaucoup échoué. Cette posture relève à la fois de l'amnésie et de la désinvolture à l'égard des citoyens. Faut-il lui rappeler son bilan de chef d'État ? 1 million de chômeurs en plus, 350 000 emplois industriels en moins, une croissance nulle, 1,5 millions d'hommes et de femmes supplémentaires sous le seuil de pauvreté, le « bouclier fiscal » et un déficit extérieur de l'ordre de 70 milliards par an, en moyenne.

Une telle performance devrait inciter à plus de modestie et, surtout, à moins d'arrogance. Son quinquennat a été celui de l'échec, et finalement représenté un très lourd handicap pour le pays, et, donc, pour l'action de son successeur.

L'ancien chef de l'État devrait aussi admettre qu'il a perdu l'élection présidentielle de 2012. Or, il prétend, au contraire, que François Hollande « a été choisi par défaut », par les sympathisants socialistes lors des « primaires » exemplaires de 2011, comme par les électeurs qui l'ont pourtant placé en tête, tant à l'occasion du premier tour, que le 6 mai 2012. Cette vaine polémique, entretenue de manière récurrente contre l'actuel président de la République, se veut dévalorisante pour l'hôte de l'Élysée. Pourtant, si l'on poursuit le raisonnement jusqu'au bout, elle devient surtout dévalorisante pour celui qui l'engage, puisqu'au final Nicolas Sarkozy a été devancé de plus d'1 million de voix et que le parti du président de l'époque a perdu les élections législatives or-

ganisées dans la foulée.

En fait, le président de l'UMP reste figé sur des principes très réactionnaires. Il part en guerre contre l'« assistanat » et les détenteurs du RSA, comme si ces derniers n'étaient pas des doubles victimes du chômage et de la relégation. Il confond délibérément assistance et solidarité, oubliant au passage, par exemple, de dénoncer la fraude et l'évasion fiscale qui s'élèvent à 80 milliards par an, dans notre pays. Il préfère « l'équité » à l'égalité pour mieux justifier ses propositions fiscales comme la réduction des droits sur les grosses successions ou la suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF. L'homme du « bouclier fiscal » reste fidèle à ses clientèles, celles dont

la pression a fait exploser les déficits publics, au cours de son mandat.

Contrairement à ses affirmations, le risque majeur dans notre société ne réside pas dans « l'égalitarisme », mais bien davantage dans le creusement des injustices de

toute nature, et d'abord, des injustices sociales, de patrimoines et de revenus. En fait, le président de l'UMP n'a rien à ajouter à son dernier discours de campagne électorale présidentielle. Son refrain sur l'innovation est vide. Son programme est simple : gagner par tous les moyens les « primaires ouvertes » auxquelles il ne peut pas échapper ; son ambition est intacte : prendre sa revanche sur une défaite qu'il juge illégitime et offensante pour lui même.

Un responsable politique disqualifié pour parler de République. Il demeure incapable de s'expliquer sur le « ni-ni », réitéré lors de la dernière campagne départementale. Cette stratégie lui a permis de conquérir plusieurs dizaines de départements, tantôt grâce aux voix socialistes et de gauche, tantôt grâce aux voix du Front national. L'UMP seule ne dépasse pas

« L'homme du « bouclier fiscal » reste fidèle à ses clientèles, celles dont la pression a fait exploser les déficits publics, au cours de son mandat. »

25 % des suffrages exprimés, si l'on déduit les scores des Divers droites » et de l'UDI.

Il reste aussi attaché à une conception autoritaire de la vie publique fondée sur « l'intransigeance », et une approche purement tactique de la laïcité que ne désavouerait pas Marine Le Pen. Sa référence « aux républicains » sonne faux. Elle s'apparente à celle des néoconservateurs, aux États Unis. Elle renvoie à la préférence nationale, plutôt qu'à l'égalité des droits, à l'ordre, plutôt qu'aux solidarités, au capital financier, plutôt qu'à la reconnaissance du monde du travail.

A l'issue de la journée du 11 janvier dernier, la laïcité demeure une question-clé qu'il faut traiter sérieusement, et non à des fins électorales internes à l'UMP. La laïcité ne peut pas être vécue comme une sanction, une contrainte, un instrument de discrimination, mais bien davantage comme une chance et un atout. Elle n'a pas vocation à exclure, mais à rassembler. Elle pose d'abord un acte de tolérance et d'égalité au-delà des croyances et des non croyances. Elle vise au dépassement et à l'émancipation, et non à la stigmatisation. Elle a pour objet l'unité et non la division d'une société qui n'est plus celle du début du XX^e siècle.

Il est paradoxal et consternant, à la fois, que l'homme du discours du Latran prônant le primat des valeurs chrétiennes sur le message universel de la République, en vienne à réduire la laïcité à une habileté tactique contre une religion, clairement ciblée.

La revanche comme ambition. Au sein de l'UMP, l'union proclamée « reste un combat ». L'appel à la rénovation du 30 mai prochain avec changement de sigle, et la référence aux Républicains, vise à brouiller les pistes dans le champ politique et à tenter de faire oublier le « ni-ni » - à moins qu'il ne s'agisse de le faire accepter - qui, rappelons-le, consiste à ne pas choisir entre la préférence nationale et la préférence républicaine. Elle est également destinée à relancer une sorte de « rouleau

compresseur » contre ses plus fidèles adversaires internes que sont François Fillon et Alain Juppé. La stigmatisation en creux des positions du maire de Bordeaux sur le « port du voile » à l'université, ou les salles de shoot en disent long sur la détermination de l'ancien président de la République à éliminer toute concurrence, toute opposition interne. Le pluralisme, au service du chef, en quelque sorte. L'objectif est clair : vaincre lors des primaires ouvertes à partir d'un dispositif refaçonné à sa main, avec en toile de fond, un emprunt délibéré aux canons de la droite américaine.

Nicolas Sarkozy se complait dans la revanche ; contre François Hollande, qu'il continue de mésestimer ; contre ses rivaux de l'UMP qu'il considère au mieux comme d'anciens collaborateurs ; contre François Bayrou qui a eu l'outrecuidance de le défier deux fois, en 2007 et en 2012.

« L'objectif est clair : vaincre lors des primaires ouvertes, à partir d'un dispositif refaçonné à sa main, avec, en toile de fond, un emprunt délibéré aux canons de la droite américaine. »

Un crédo reaganien.

Quant à son logiciel économique et social, il n'a pas changé : c'est celui de la revanche sociale, au risque de démanteler le modèle social, et ce qui fait l'originalité de notre République sociale et solidaire depuis

le programme du Conseil national de la résistance (CNR). Au risque aussi de sombrer dans la déflation qui guette en Europe et dont Nicolas Sarkozy ne souffle mot, par conformisme social et aveuglement politique.

Le programme économique de Nicolas Sarkozy est obsolète. Il date des années 80, des années Reagan ou Thatcher. Il est dangereux pour l'équilibre et l'avenir de notre société. La réduction aveugle des dépenses publiques à concurrence de 100 ou 150 milliards, la déstabilisation du Code du travail, le refus de la négociation sociale, l'affaiblissement des libertés syndicales, relèvent de la fuite en avant. Ils conduiraient aux reculs démocratiques et à la division sociale. Tout le contraire de l'esprit républicain, fondé sur l'émancipation sociale et le message de portée universaliste.

Michel Bordeloup



Alain Mergier

est sociologue et sémiologue. Il dirige l'Institut WEI, cabinet d'étude spécialisée dans l'analyse des processus d'opinion pour le compte de grandes entreprises (RATP, SNCF, France Telecom, Mutualité française, etc.). Il est l'auteur du *Descenseur social*, publié en 2006, avec Philippe Guibert, aux éditions Plon, Fondation Jean Jaurès.

« Marine Le Pen met en circulation des schémas de pensée déjà présents dans la société française. C'est l'autre nom de l'insécurité culturelle. »



*La situation que vous décriviez, en 2006, dans *Le descenseur social* ne se confirme-t-elle pas aujourd'hui, avec acuité ?*

Nous sommes, effectivement, dans le prolongement du diagnostic que nous avons établi avec Philippe Guibert, à l'époque. Depuis lors, les crises financière (2008) et économique, suivies par une série d'évènements, mettant en cause la question de l'islam, ont amplifié le phénomène. Cet ensemble a prêté le jeu à une réinterprétation et une consolidation des attitudes que nous avons décrites dans notre ouvrage.

Depuis 2008, j'ai réalisé des entretiens auprès de nombreux interlocuteurs qui démontrent que la question économique se reformule de manière très radicale, autour d'une transformation du pouvoir, en lien avec l'émergence des marchés financiers internationaux. En clair, ces derniers mènent le monde, à en croire les témoignages que j'ai recueillis. La crise de 2008 a servi de détonateur pour démontrer leur toute puissance et l'étendue de leurs pouvoirs. Par « pouvoir financier », il faut entendre « marchés spéculatifs », lesquels répondent à une certaine logique

financière. Dès lors, les états se mettent en péril, en volant au secours des banques et des opérateurs. Ils finissent même par plier à leurs injonctions, sous la contrainte. La première crise grecque a démontré, d'ailleurs, que certains états pouvaient être en faillite. Ce qui, pour un Français, est tout à fait extravagant.

Ce n'est donc plus l'État qui a le pouvoir, mais le marché. À tort ou à raison. Ce constat apparaît très clairement dans les entretiens que nous avons eus en 2009-2010. Force est de reconnaître que, sous la pression des marchés financiers, le peuple grec a subi une cure d'austérité qui n'a fait que le fragiliser un peu plus encore. Les faits actuels ne font que renforcer cette idée.



Dans ces conditions, ne convient-il pas de redéfinir la crise économique, en recourant à des termes nouveaux ?

Absolument. Ce, d'autant plus que la mondialisation fait un retour massif dans le champ économique et l'imaginaire des milieux populaires. Elle est même considérée comme un grand risque économique, à part entière. La crise financière exprime, autour de faits et d'évènements

précis, cette fragilité nationale. Elle renforce l'idée d'une absence de crédibilité du pouvoir politique. Cette rupture de confiance, longtemps synonyme d'incompétence et d'inattention, ne fera que se renforcer, après la crise de 2008. Elle cèdera même le pas à un sentiment de défiance, dans la mesure où nos élus ne sont plus en capacité d'agir, au motif qu'ils vivent sous le dictat du marché.



Dès lors que le pouvoir est dans les mains des financiers, le doute jaillit nécessairement sur les conflits d'intérêt liés aux prises de décision...

Oui. Ils surgissent très clairement à partir de 2011, en lien avec les idées de lobbying qui pèsent lourdement sur les décisions. Quant à l'Europe, elle apparaît pour ce qu'elle était déjà : une porte ouverte vers la mondialisation qui, au lieu de nous protéger, nous expose. Les milieux populaires en seraient d'ailleurs les premières victimes, à en croire nos interlocuteurs. Quand l'Europe est suspectée d'affaiblir le pays, la mondialisation ne fait qu'en conforter l'idée.

Dans ce contexte, l'europhobie se mue en défense de l'idée républicaine, et non nécessairement en nationalisme. Depuis deux ans, l'Europe met ainsi en péril le modèle français, fondé sur la préservation du modèle social. C'est donc bien au nom de la défense de la République que les classes populaires manifestent leur inquiétude, et non plus seulement au nom d'un intérêt localisé.

J'en viens au rapport à l'immigration. La fragilisation du système social est de plus en plus clairement associée à l'idée selon laquelle notre pays accueillerait une proportion d'étrangers trop élevée. Et là, ce ne sont plus nécessairement les avantages sociaux que nous leur procurons qui sont en cause, mais notre capacité à les accueillir, qui ne ferait qu'accentuer la fragilisation de notre système de protection. Or, le système social est consubstantiel à la notion de République que l'arrivée massive de ces populations mettrait, pour certains de nos concitoyens, en péril. Sa survie serait même en jeu. Prenons garde, d'autant que ce point de vue peut se rapprocher, implicitement ou explicitement, du discours raciste véhiculé par le FN, auprès catégories populaires qui peuvent être appelées à voir dans l'immigration un danger pour la Ré-

publique.

Un autre aspect a surgi, récemment, et plus encore à la faveur des événements de janvier, en lien avec le terrorisme islamiste. Il devient même un facteur dominant en matière d'immigration. Tant et si bien que l'on passe, progressivement, d'une vision stigmatisant le danger économique à celle d'une population contrite, placée sous la menace d'un islam conquérant, dont l'objectif ultime serait de déclarer la guerre à l'Occident. Son intention est de créer un rapport de force avec l'Europe, et non plus seulement de se livrer à une entreprise de déstabilisation. On voit donc apparaître une transformation de la figure du terrorisme et de sa finalité, en phase avec une vision résolument différente de l'immigration et des musulmans, en France.

Mon épicier, d'origine marocaine, avec lequel j'entretiens les meilleures relations, depuis plus de vingt-cinq ans, a un fils d'une vingtaine d'années qui porte aujourd'hui la barbe et une djel-laba, au même titre que ses amis, avec lesquels il n'est plus possible d'entretenir le moindre doute. Il n'est, naturellement, pas question de se livrer à des amalgames douteux, mais il existe bel et bien une discontinuité entre le père et ces individus qui ne font qu'attiser la défiance. Ceci contribue, malheureusement, à entretenir un sentiment de suspicion à l'égard de la communauté musulmane et les liens potentiels que des personnes parfaitement intégrées peuvent avoir avec le djihad ou Daesh.

Tout ceci n'est naturellement pas propice à un climat de confiance. Ce, d'autant plus que de nombreux indices démontrent que des liens peuvent exister, dans certains cas, entre musulmans et intégristes, et que la limite n'est pas toujours franche. Autre exemple, rapporté par mes interlocuteurs, les manifestations suscitées par les nouvelles parutions de Charlie Hebdo dans plusieurs pays musulmans qui tendent à démontrer qu'un potentiel djihadiste et extrémiste existe, dans le pays.



La France de l'après-Charlie est-elle tentée par le repli identitaire, comme semble l'indiquer une étude du Cevipof, rendue publique le 26 février dernier ?

Oui, on en arrive malheureusement à ce constat. Le terme de « repli identitaire » peut s'entendre,

cependant, comme une sorte de présupposé. Il faut rappeler que les catégories populaires subissent les effets directs de la crise économique et sociale. Elles sont même souvent confrontées à des difficultés d'ordre culturel et à des ruptures d'habitudes de vie. Ce, d'autant plus qu'elles ne sont plus toujours majoritaires dans les zones où elles résident. Elles ressentent donc, plus que d'autres, un sentiment d'abandon.

J'ajoute que tout sentiment de repli entraîne un besoin de protection. Pour les principaux intéressés, le repli est souvent le seul moyen de se protéger face à une situation de grande fragilité. Il nous faut prendre en compte les conditions dans lesquelles ces personnes se retrouvent. Nombreuses, parmi elles, sont celles qui concèdent d'ailleurs regretter cet état de fait. Raison pour laquelle nous devons rester méfiants à l'égard de ces jugements par trop hâtifs et mornaux sur des réflexes de protection.

Prenons une allégorie. Vous partez vous promener après vous être informé sur la météo. Subitement, le temps change et votre premier réflexe sera de vous recroqueviller sur vous-même pour vous protéger des intempéries. Toutes proportions gardées, c'est un peu ce qui se passe dans les cas que nous évoquons. Gardons-nous, dans ces conditions, de pointer du doigt des réflexes et des comportements sociaux qui relèvent clairement de l'auto-défense.



Le constat vaut-il pour l'insécurité culturelle ?

J'aurai, une nouvelle fois, recours à une image pour livrer mon sentiment sur le sujet. Imaginez que vous vous retrouviez plongé, subitement, au milieu d'une tribu océanienne éloignée, en ignorant tout de ses us et coutumes. Tant et si bien que vous ne savez pas comment saluer vos interlocuteurs, qui s'expriment dans des termes qui vous sont étrangers et dont les gestes ont une signification qui vous échappe. Vous voici donc confronté à une relation interpersonnelle que vous n'arrivez pas du tout à maîtriser. Vous êtes bien là, dans une situation d'insécurité culturelle. Dès lors que les codes auxquels vous avez recours diffèrent de ceux des acteurs que vous côtoyez, il y a rupture dans vos habitudes. Or, il est essentiel d'avoir des habitudes pour ne pas se poser de mauvaises questions et rendre sa vie plus compliquée qu'elle ne l'est. L'insécurité culturelle peut donc résulter d'une

rupture avec les codes de la vie quotidienne, qui est source d'incertitudes. Dès lors que vos repères sont bousculés, que vos habitudes changent brutalement, votre vie ordinaire en subit nécessairement des conséquences importantes.



Ce sentiment d'insécurité est partagé, aujourd'hui, par une large frange des catégories populaires et moyennes qui s'éloignent, géographiquement, des centre-villes pour investir les zones périphériques, comme l'expliquent le géographe Christophe Guilluy. Partagez-vous cette analyse ?

Oui. Les acteurs en question se retrouvent souvent en zones résidentielles, dans des conditions inattendues. Ce qui leur vaut de passer d'une forme d'insécurité culturelle à une autre. Mais, qu'on ne s'y trompe pas : ces milieux populaires, composés, pour l'essentiel des classes moyennes basses, se situent également dans nos banlieues et en centres-villes où ils doivent faire face aux mêmes problématiques.



Le Front national et l'extrême droite ne sont-ils pas, au fond, les principaux bénéficiaires du « déclinisme » ambiant et de la montée du racisme et de l'islamophobie ?

Oui. Le processus d'islamisation de la société se traduit bien par une montée en puissance du racisme, au sein d'une partie de la population, qui profite très directement au FN. Ce qui bénéficie à l'extrême droite, c'est la défiance de plus en plus prononcée d'une partie de l'opinion vis-à-vis des populations immigrées, qui n'est pas nécessairement fondée sur un discours raciste. Dire le contraire, c'est se couper de la réalité. Autant dire que, dans ce cas de figure, la stigmatisation a un effet totalement contre-productif.

Fort de ce constat, le FN profite à plein de la nouvelle façon de formuler la question de l'immigration et de l'islam, et de la position victimaire de ces populations, au regard de la mondialisation. Ces deux éléments manifestent l'impuissance du politique à maintenir les conditions de vie ou de survie de la République. Ceci est très important, d'autant que lorsqu'on demande aux Français de se prononcer sur les valeurs premières de la République, ils citent la laïcité, devant le suffrage universel. Ce qui démontre bien qu'elle incarne une valeur montante, à leurs yeux. À cette

différence près qu'elle ne se résume pas à la liberté de chacun de croire ou non, mais par l'interdiction de manifester ses croyances et ses appartenances religieuses dans l'espace public. En clair, la laïcité sert de prétexte pour lutter contre l'islamisation et les signes explicites de l'islam dans la société française.



C'est exactement la définition qu'en fait Marine Le Pen.

Tout à fait. Ces français se livrent d'ailleurs à une définition de la laïcité qui leur vaut, ensuite, de se retrouver dans les propos de la présidente du FN, au prétexte qu'elle partagerait la même vision. Ce qui constitue un changement majeur par rapport à la période antérieure. Ils nous livrent leur version des faits sans se référer à la moindre idéologie, contrairement aux militants frontistes dont la logique est déductive. La population dont nous parlons élabore des hypothèses, construit des certitudes pour aboutir aux mêmes conclusions, en stigmatisant l'islam et les violences qu'il est susceptible de générer. Elle passe d'un discours personnel à une analyse impersonnelle.

Au fond, Marine Le Pen met en circulation des schémas de pensée déjà présents dans la société française. C'est l'autre nom de l'insécurité culturelle. Elle ne fait que recycler un discours qui appartient au langage commun, en puisant dans des logiques populistes et en leur donnant une nouvelle force de frappe. Il existe bien, de ce point de vue, un dialogue entre la pensée qu'elle déploie, le sens commun, l'allégorie et le langage ordinaire.



N'a-t-elle pas saisi les maux de la société et le sentiment de détresse et d'abandon qui en résulte ?

Absolument. Elle exploite un filon de logique populaire et de « parler ordinaire », fondé sur le bon sens qui séduit les catégories populaires.



Comment expliquer qu'un Jean-Luc Mélenchon qui vise ces mêmes catégories populaires, dans chacun de ses discours, ne parvient pas à décoller électoralement ?

Son discours est inaudible sur la question de l'immigration, pourtant centrale dans l'esprit de ces populations. Il l'est tout autant en matière

d'insécurité physique, économique et culturelle. De sorte qu'il manque une face à la pièce.



Le repli identitaire est-il l'expression d'une vague néo-conservatrice ou d'un retour aux fondamentaux de la Révolution nationale ?

Il résulte de ceux qui se plaisent à exploiter la vulnérabilité populaire. J'ai quelques réticences à suivre cette voie, dans la mesure où l'on prend le risque d'une analyse qui ne tient pas compte des réalités nouvelles, à commencer par la question de la mondialisation, dont la complexité est une évidence. Ne prenons pas le risque d'escamoter, à peu de frais, toute l'attention qu'il nous faut porter aux difficultés auxquelles nos concitoyens sont confrontés.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

FN : une vraie fausse rupture

Frontiste un jour, frontiste toujours. À force de sorties outrancières, Jean-Marie Le Pen a servi la cause de sa fille et de ses adversaires, au sein du parti. Sa décision de ne pas se porter candidat aux élections régionales est le point d'aboutissement d'une crise interne, qui pourrait bien servir les desseins de Florian Philippot, dont l'objectif est de donner une image de respectabilité au mouvement frontiste. Et de parachever, ainsi, la stratégie de dédramatisation entreprise depuis l'arrivée, en octobre 2011, du vice-président du FN, qui n'a eu de cesse, depuis, de se livrer à un travail de recentrage du discours frontiste sur les thématiques économiques et sociales.

Convergences. Mais, il ne faut pas se méprendre : cette situation, pour spectaculaire qu'elle soit, ne change pas la nature profonde du FN, qui demeure, fondamentalement, un mouvement d'extrême droite qui a recouru à des thèmes de gauche. Tant et si bien que la ligne officielle n'est pas remise en cause. Et les propos répétés du patriarche sur les supposés bienfaits du pétainisme, le fameux « détail de l'histoire », en référence aux chambres à gaz, les bienfaits de la colonisation, la xénophobie, la dénigration des homosexuels ou ses allusions répétées sur l'immigration, sont largement partagés à la base du FN, comme l'ont montré les dizaines de « dérapages » de ses candidats.

Derrière les décisions de la direction, la ligne idéologique demeure donc immuable. La notion de « *préférence nationale* » en matière d'embauche, de logement ou d'aides sociales, contraire au principe d'égalité, à l'esprit de la Constitution et aux dispositions communautaires distingue clairement le FN des autres partis. De même, lorsque Marine Le Pen prétend vouloir interdire le port du foulard et de

« Certes, des divergences peuvent apparaître sur la question des retraites, du libéralisme économique ou du souverainisme, mais les fondamentaux restent identiques. »

la kippa dans la rue, elle se situe résolument en-dehors des principes de la loi de 1905. Certes, des divergences peuvent apparaître sur la question des retraites, du libéralisme économique ou du souverainisme, mais les fondamentaux restent identiques. « *Si elle n'est sans doute pas d'accord avec toutes les affirmations de son père, c'est surtout que Marine Le Pen a décidé de ne pas faire le travail de mémoire qui l'obligerait à se positionner clairement sur des sujets qui fâchent et préfère ne pas en parler*, souligne Cécile Alduy, professeure à l'université de Stanford (1). *Pour le reste, elle ne dit pas « torrent démographique » mais « déferlante migratoire » ? Bien mince nuance stylistique pour exprimer la même chose ».*

Inutile, toutefois, de nier des divergences qui tiennent, pour l'essentiel, à une confrontation générationnelle. Dans l'entretien qu'il a accordé, le 7 avril dernier, à Rivarol, Jean-Marie Le Pen se réfère ainsi à une

conception ethnique de la société qui le met en porte-à-faux avec les positions officielles du parti, pourtant ambiguës. Il n'en demeure pas moins en communion avec une large part de la base - en particulier, dans le sud-est -, sans doute plus sensible que d'autres à la ligne ethnoculturelle, qu'il défend de longue date.

Ses propos n'en contreviennent pas moins à la stratégie de « dédramatisation » mise au point par sa fille, censée lui servir de tremplin dans sa stratégie de conquête du pouvoir. Celle qui assurait vouloir assumer toute l'histoire du FN, en accédant, en janvier 2011, à sa tête, a cédé peu à peu aux conseils d'un Florian Philippot, soucieux de propulser aux responsabilités une génération de jeunes cadres, tout acquis à la cause de l'héritière. Aux polémiques artificielles, savamment distillées par le vieux roi du Front, ce transfuge du « chevènementisme » préfère la tactique de l'entrisme prônée en leur

temps par Bruno Mégret et la Nouvelle Droite, sans pour autant remettre en cause l'ensemble des « marqueurs » du parti d'extrême droite.

Absolution. C'est bien là qu'il faut garder les idées claires. « *L'antisémitisme est récusé, certes. Mais n'y a-t-il pas une forme de continuité entre le préjugé anti-juif et l'hostilité antimusulmane ?*, s'interroge Laurent Joffrin (2). *Le Front national se garde, dans ses instances dirigeantes, de toute déclaration raciste. Il n'en devient pas pour autant républicain. Désigner l'immigration comme la source principale des maux du pays, prévoir d'abolir le droit du sol comme on l'avait fait sous Vichy, fermer les frontières à toute immigration illégale, ce qui suppose de recourir à un appareil policier décuplé, instaurer la priorité nationale pour le logement et l'emploi, interdire toute manifestation de solidarité avec les sans-papiers, n'est-ce pas, finalement, désigner un bouc-émissaire national à la crise ? C'est-à-dire fonder sa politique sur l'éternel préjugé xénophobe* ».

Le mythe du meurtre du roi déclinant a donc du plomb dans l'aile. Politiquement, à quelques nuances près, Marine Le Pen a les mêmes opinions que lui, fait valoir le président-fondateur du FN. Si, en 2005, elle se met en congé du bureau politique, après les propos du père sur « *l'occupation allemande pas si inhumaine que cela* », elle ne rompt pas, puisqu'elle se réfugie à la Trinité-sur-Mer, berceau familial. Elle ne manquera pas, ensuite, de s'étrangler face à une plaisanterie douteuse de l'intéressé sur l'affaire Breivik, du nom de ce terroriste norvégien d'extrême droite qui a perpétré et revendiqué l'exécution des attentats du 22 juillet 2011, en Norvège, qui ont fait un total de 77 morts et 151 blessés, ou au sujet de ce journaliste juif évincé d'un congrès du FN, en 2011. Avant de changer de ton, en septembre dernier, et d'ac-

cuser son géniteur d'avoir commis une « *faute politique* » en ayant parlé de « *fournée* », à propos de Patrick Bruel. « *Marine Le Pen n'est pas sincèrement antisémite. Pas plus qu'elle n'est fascinée par le personnage de Philippe Pétain*, nuance Nicolas Lebourg, chercheur à l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès (cf. interview jointe). *Je la crois sincèrement opposée à la ligne portée par son père* ». En faisant de lui l'incarnation du mal, elle absout le FN. « *Sa mise à l'écart est une condition pour que cette mouvance achève sa transformation en grand parti autoritaire et conservateur, capable de devenir une alternative à l'UMP* », poursuit l'historien.

Orthodoxie frontiste. Au fond, l'objectif de Marine Le Pen est de perpétuer l'orthodoxie frontiste, en s'appuyant sur deux lignes quelque peu distinctes : celle de son plus proche conseiller, Florian Philippot, qui prône un discours social, souverainiste, à mi-chemin entre droite et gauche, afin de s'attirer les grâces d'un électorat ouvrier et populaire, comme le rappelle très justement Sylvain Crépon,

« Rien ne permet d'affirmer que le psychodrame familial en cours débouchera sur une mutation profonde des marqueurs politiques du mouvement frontiste. Sans doute convient-il davantage d'évoquer une crise de succession, au sein d'un système qui ressemble, à s'y méprendre, à une monarchie héréditaire... »

maître de conférences en science politique à l'Université de Tours. Et celle incarnée par Marion Maréchal Le Pen, désignée candidate à l'élection régionale en PACA, proche du président d'honneur, dont le discours est plus droitier, plus économiquement libéral et plus sensible à la question identitaire et à l'immigration, correspondant ainsi davantage à l'électorat du sud-est. « *C'est également elle qui était dans les manifestations contre le mariage pour tous* », renchérit le chercheur. Fine stratège, la présidente du FN occupe donc habilement le terrain idéologique, sans contrevenir, fondamentalement, à quarante années d'histoire. Dans ces conditions, rien ne permet d'affirmer que le psychodrame familial en cours débouchera sur une mutation profonde

des marqueurs politiques du mouvement frontiste. Sans doute convient-il davantage d'évoquer une crise de succession, au sein d'un système qui ressemble, à s'y méprendre, à une monarchie héréditaire. Il ne manque pas de vieux monarques qui ont été déposés ou écartés par leurs enfants ! Cette conception du pouvoir est consubstantielle au fonctionnement du FN. Elle suit l'« *ordre naturel des choses* », dans un cercle fermé où le patronyme Le Pen est érigé en sceptre de commandement. En désignant Marion Maréchal-Le Pen tête de liste aux régionales, en PACA, Marine Le Pen ne fait, de ce point de vue, que conforter cette thèse, en achevant l'œuvre du *pater familias*.

Au-delà de cette querelle dynastique, ce qui est en jeu, c'est bien l'autorité régaliennne sur la stratégie à suivre, et non la ligne programmatique. Jean-Marie Le Pen ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Dans l'interview accordée à *Rivarol*, il évoque ainsi cette « *Europe boréale* » qui ne parle guère au grand public, mais démontre à ses rivaux qu'il maîtrise l'arme doctrinale. « *Elle ne sera pas la formule la plus relevée. Elle est pourtant celle qui exprime le plus clairement le message de Jean-Marie Le Pen aux nouveaux caciques de son parti, et que l'on pourrait traduire d'un sobre : « Vous ne me contrôlerez jamais », précise Nicolas Lebourg. Cette Europe-là « va de Brest à Vladivostok ». Elle nous mène tout droit vers la Russie, intégrant l'homme blanc, les Slaves et la Sibérie. Un discours résolument « ethniciste » qui renvoie à la question du « nord » et de la race, à laquelle les éléments les plus radicaux de l'extrême droite sont nécessairement sensibles et qui est totalement étranger à un Florian Philippot ou un Louis Aliot.*

Au nom du père. Ce thème « nordiciste », qui se nourrit du fantasme d'une race prétendument aryenne a été parfaitement traité par l'historien Stéphane François, dans un récent ouvrage (3). Dans les années 1980, le Groupe-

ment de recherches et d'études sur la civilisation européenne (GRECE) en a fait l'un de ses thèmes de prédilection, en s'appuyant, en particulier, sur les écrits d'Alain de Benoist, Guillaume Faye et de Louis Pauwels, alors patron du *Figaro magazine*. Ces trois-là ont contribué, sans doute plus que d'autres, à impulser et diffuser quelques-uns des thèmes propres à l'extrême droite : défense de l'identité culturelle et biologique contre le métissage, euro-fédéralisme des régions mono-ethniques, soutien à l'Iran de Khomeyni... (4). « *C'est à cette pensée méconnue mais bien connue de l'extrême droite que fait référence Jean-Marie Le Pen, résume Nicolas Lebourg. Ce qui a valu exclusion au GRECE, il le formule lorsque la direction du FN voudrait qu'il abandonne*

les provocations » (5). L'homme connaît parfaitement l'histoire de son parti et des références culturelles, politiques et idéologiques, dont il se revendique. « *Il tient certes le Cotelec - structure de financement du FN -, mais il a cette autre arme qu'est la culture doctrinale. Et qui*

peut, en ce cas, fournir toutes les munitions idéologiques pour tirer sur la stratégie de « dédiabolisation » (6). Sa fille, Marine, ne le sait que trop. Elle se garde d'ailleurs bien de dénoncer ces dérapages-là, au motif qu'ils sont le ferment de la culture du parti qu'elle s'efforce de conduire au pouvoir. Au nom du père...

Bruno Tranchant

Notes :

(1) Cécile Alduy, *L'indignation tactique des lieutenants de Marine Le Pen*, *Le Monde*, 10 avril.

(2) Laurent Joffrin, *Filiation*, *Libération*, 9 avril.

(3) Stéphane François, *Au-delà des vents du nord. L'extrême droite française, le pôle Nord et les Indo-Européens*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2014, 324 pages, 20 €.

(4) Nicolas Lebourg, *Ce n'est pas une interview : c'est une déclaration de guerre de Jean-Marie Le Pen*, *Slate.fr*, 8 avril.

(5) Nicolas Lebourg, op.cit.



Nicolas Lebourg

est historien et spécialiste des extrêmes droites. Il est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et chercheur de l'Université de Perpignan-Via Domitia.

« Il n'y a aucune répartition des rôles au sein du FN »



Que faut-il retenir des propos de Jean-Marie Le Pen dans Rivarol ?

Il dit une chose très juste : la ligne « Marine Le Pen-Florian Philippot » a échoué aux départementales. En élisant Marion Maréchal-Le Pen, Louis Aliot et Steve Brice, les militants ont d'ailleurs fait le choix d'une orientation politique claire, en privilégiant l'implantation locale de candidats qui se situent à la droite du parti. Marine Le Pen a elle-même été rattrapée par la realpolitik. On peut même dire qu'elle s'est cassée le nez sur la réalité, en paraphrasant Lacan. Si elle avait tenu compte du message véhiculé lors du congrès du FN, je ne doute pas qu'elle aurait mis la main sur un département, au moins.

Le fait que la présidente du mouvement et Florian Philippot mettent à ce point l'accent sur la question morale dans l'interview que Jean-Marie Le Pen a accordé à Rivarol démontre leur volonté d'évacuer cette ligne dure incarnée par Marion Maréchal-Le Pen. Force est de constater qu'ils l'ont payé au prix fort. Ignorer l'angle stratégique exploité par Jean-Marie Le Pen pour ne voir que la question morale, c'est tomber dans le piège que le patriarche a tendu à sa fille et Florian Philippot.



Que peut changer, au juste, la mise à l'écart du FN de Jean-Marie Le Pen ?

Le modus operandi autour de la candidature de Marion Maréchal-Le Pen en région PACA devrait contribuer à peser sur les esprits. Mais, je ne crois, pour autant, pas que Jean-Marie Le Pen se taira.



Dans l'interview qu'il a accordée à Rivarol, le président honoraire du FN fait allusion à l'« Europe boréale ». Ne cherche-t-il pas, ainsi, à démontrer à sa fille et Florian Philippot qu'il possède l'arme doctrinale et qu'il connaît parfaitement l'extrême droite et son histoire ?

Oui. Les propos qu'il a tenus sont d'ailleurs totalement incompréhensibles du grand public. En agissant ainsi, il affirme son autonomie et sa maîtrise des références idéologiques de l'extrême droite. En clair, il est chez lui, et démontre qu'il connaît tout de sa famille politique. Ce qui n'est pas le cas de sa fille et de Florian Philippot. Mais, ne nous méprenons pas, Jean-Marie Le Pen n'est pas un obsédé de la race blanche. Il surjoue. Il a, en revanche, une réelle

connaissance de son parti et des acteurs, et s'autorise toutes les manipulations.



Comment cette crise interne peut-elle aboutir ?

Jean-Marie Le Pen n'est pas homme à se laisser intimider. Je ne doute pas qu'il se livrera à de nouvelles saillies. Il vit sous les feux de la rampe, depuis la IV^e République. Il est, par ailleurs, le plus vieux représentant de la classe politique française. Sans compter qu'il est aussi le dirigeant de Cotelec, une structure-clé dans le financement du parti d'extrême droite. Ce qui lui confère un poids supplémentaire. Certes, les militants les plus fidèles se lassent de ses excès répétés, et n'hésitent plus à condamner son antisémitisme notoire. Mais, on ne peut tuer le père comme ça. Ce, d'autant plus que ses fidèles soutiens sont des hommes de terrain qui ont été élus lors des départementales, quand la stratégie mise au point par Florian Philippot a montré ses li-

mites. Le FN n'est pas parvenu, en effet, à survivre au premier tour de ces élections. C'est d'ailleurs là-dessus que Marion Maréchal-Le Pen a mis le doigt, et force est de constater que ses arguments sont fondés. Le constat sera le même, en 2017. Marine Le Pen peut prétendre participer au second tour de l'élection présidentielle, sans pour autant être en capacité de l'emporter, in fine.

Au-delà de ce constat, les militants socialistes doivent saisir une donnée essentielle : la présidente du FN ne fera jamais la moindre saillie sur le « point de détail de l'histoire » ou sur l'inégalité des races, parce qu'elle ne le pense pas. Il n'y a aucune répartition des rôles au sein du FN. Marine Le Pen n'est pas antisémite ! Elle peut toujours s'accommoder des propos de son père et de ses affidés, sans pour autant y souscrire.

Propos recueillis par Bruno Tranchant